

Nous voulons récupérer ce qui nous est dû :

Augmentation des salaires, pensions et allocations chômage !

- Dans la plupart des entreprises du privé comme du public, **les négociations salariales 2011** sont encore une fois menées sous le signe du refus patronal, de l'austérité pour les salarié-e-s.
- Le gouvernement a gelé les salaires des fonctionnaires en 2011 et annonce la même chose pour 2012.
- Des syndicats et le patronat ont signé un accord détériorant encore l'indemnisation des chômeurs/ses.
- Les retraité-e-s perdent encore du pouvoir d'achat après la très insuffisante revalorisation des pensions au 1^{er} avril.

Bref, à en croire patrons, actionnaires et gouvernement : il n'y a pas d'argent.

Mais quand il s'agit des bénéficiaires des entreprises, des stock-options réservés à quelques dirigeant-e-s, des dividendes versés aux actionnaires, c'est par milliards qu'on compte les euros !

Union syndicale
Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20 Télécopie : (33) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Augmenter les salaires ?
Pas possible, c'est la crise...

Améliorer notre protection sociale ?
Pas possible, il n'y a plus de sous...

Créer des emplois pour tous ?
Pas possible, on manque d'argent ...

FAUT-IL RÉFORMER LE CAPITALISME ?

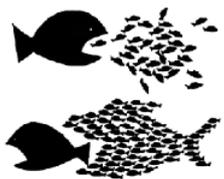
RENTRE TA BIEN ENRE AU MOINS...

Bénéfices des seules entreprises françaises du CAC 40
82,5 milliards en 2010
+ 85% par rapport à 2009

La moitié de ces profits - 40 milliards - a été distribuée aux actionnaires
Les actionnaires et leurs dividendes se portent bien !
et le gouvernement va supprimer l'impôt sur la fortune...

Arrêtons d'enrichir les riches !

Imposons une autre répartition des richesses que nous produisons !



Tout augmente ...sauf les salaires, pensions et allocations.

Gaz, électricité, transports, denrées alimentaires, logement, la hausse des prix n'en finit pas, et elle touche notamment les produits et services de base ce qui pénalise d'autant plus celles et ceux qui ont le moins de moyens. Spéculateurs/trices et grands groupes industriels et financiers s'en mettent plein les poches, en pressurant les plus pauvres !

La situation devient si tendue que le gouvernement doit annoncer une augmentation de 2% du SMIC, ce qui le laissera à un niveau bien insuffisant ! Pris de panique, il ajoute une « prime exceptionnelle pour les salarié-e-s des entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires. Il oublie de préciser que, potentiellement, cela ne concerne que 25% des salarié-e-s du privé, moins encore dans les Petites et Moyennes Entreprises. Dans les entreprises, le patronat refuse les augmentations générales de salaire revendiquées par le personnel et les organisations syndicales ; le gouvernement agit de même pour les fonctionnaires, et aussi pour les retraité-e-s et les chômeurs/ses.

Nous avons raison de lutter pour augmenter nos salaires !

Face au blocage patronal, les grèves pour obtenir des augmentations de salaire se multiplient. Elles touchent de nombreuses entreprises du secteur privé, dans toutes les régions.

C'est la réponse collective de travailleurs/ses confronté-e-s à **des salaires qui, souvent, n'évoluent pas depuis des années**, des rémunérations au SMIC ou proches du SMIC ... voire inférieures à celui-ci à cause des temps partiels imposés qui touchent surtout les femmes, des périodes de chômage partiel, etc.

Au-delà des salaires, le climat social dans les entreprises explique aussi ces grèves. **Les salarié-e-s n'en peuvent plus** des « pressions managériales », du stress quotidien, de la souffrance au travail instituée comme mode de gestion, bref de toute cette **violence patronale** exercée à leur encontre.

Ce que demandent les salarié-e-s à travers des augmentations de salaire, ce ne sont que des mesures d'urgence pour faire face à une situation devenue très difficile pour beaucoup d'entre nous. Ces revendications salariales, nous les portons solidairement avec les retraité-e-s qui ont besoin d'une revalorisation de leurs pensions, avec les chômeurs/ses qui doivent être totalement indemnisé-e-s lorsqu'ils et elles sont victimes du fonctionnement capitaliste qui consiste à « jeter » les êtres humains après les avoir exploités.



Voilà ce qui explique les récentes grèves dans des entreprises aussi différentes que Alcatel, Bongrain, But, Carrefour, DCNS, Decaux, Eiffage, Ferrero, Ikea, Intermarché, Keolis, Système U, Thalès, Toyota, etc. **Ces mouvements touchent y compris des petites entreprises, des sous-traitants, souvent des sites où il n'y a pas eu de grève depuis des dizaines d'années.**

Rendez nous nos milliards !

Pas de licenciement, de chômage technique, de blocage des salaires : utilisons ainsi les milliards accumulés depuis des années, au lieu de les donner aux banques, et aux actionnaires qui les empochent pour ... licencier.

Secteur privé, secteur public, fonction publique, partout imposons nos revendications salariales !

**L'Union
syndicale
Solidaires**

- ⇒ Soutient toutes celles et tout ceux qui luttent dans leurs secteurs professionnels.
- ⇒ Travaille à unifier ces luttes : ensemble, nous sommes plus forts.
- ⇒ Appelle les syndicalistes de toutes les organisations à débattre ensemble, à décider d'actions convergent

Je souhaite contacter l'Union syndicale Solidaires

Nom, prénom :

Entreprise :

Contact (adresse, téléphone, mail) :